Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 sur la jeunesse.

Avis du Conseil d'Etat

(7 juin 2011)

En date du 29 mars 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir au Conseil d'Etat pour avis le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 sur la jeunesse. Le texte du projet, élaboré par la ministre de la Famille et de l'Intégration, était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles. D'après la lettre de saisine, ce projet requiert une certaine urgence, bien qu'il ait déjà été approuvé par le Gouvernement en conseil il y a six mois.

Jusqu'à ce jour, seul l'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'Etat, et ce par une dépêche du 9 mai 2011.

Considérations générales

Suite à la demande de formations spécifiques pour jeunes qui encadrent des activités pédagogiques et récréatives pendant les vacances scolaires en augmentation constante, les auteurs du texte sous rubrique proposent de modifier le règlement grand-ducal datant du 9 janvier 2009 sur le même objet en élargissant l'offre de formations. Ces formations d'encadrement ont une durée moins longue que par exemple celles de l'animateur ou de l'aide-animateur, se caractérisent par leur aspect local ou régional et sont organisées, si possible, par les organisateurs des activités eux-mêmes.

Par ailleurs, les auteurs du texte proposent l'introduction d'un cycle de spécialisation pour futurs formateurs et prévoient de conférer une certaine cohérence à ces formations et à leurs contenus. Ils envisagent également une diversification de l'offre de formation ainsi qu'une certaine spécialisation de celle-ci.

Examen des articles

C'est la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse qui confère la base juridique au règlement grand-ducal sous rubrique. Signalons une dichotomie entre le dernier visa du préambule et la formule exécutoire à l'article 2 du projet, en ce qui concerne l'énumération des membres du Gouvernement responsables. Le Conseil d'Etat demande à ce que les deux soient harmonisés.

Article 1^{er}

Cet article remplace les articles 5 à 9, modifie à l'article 9 un renvoi et modifie l'article 32. A la suite de l'article 33, il est ajouté un nouveau chapitre intitulé « Chapitre 8.- *Disposition transitoire* » suivi d'un nouvel article 33bis.

Ni le contenu ni la formulation ni l'architecture législative des divers articles ne donnent lieu à observation, exception faite qu'au point 4 qui modifie l'article 8, il faudrait au dernier alinéa du paragraphe 4 remplacer le terme de « recours » par celui de « réclamation » plus approprié.

Le Conseil d'Etat de relever encore une coquille au niveau de la phrase introductive du point 3, où il faudrait écrire « est remplacé ».

Article 2

Le Conseil d'Etat renvoie à son observation introductive plus haut.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 juin 2011.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder